

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :

Au bureau de la rédaction, rue Monsieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS

ET PAR LES MEMBRES FONDATEURS DU CLUB DU PEUPLE.

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.

Trois mois 1 fr. 25.

Paraissant le Dimanche et le Mercredi.

On trouve des nos de L'ACCUSATEUR PUBLIC ; chez BRY aîné, 21, rue des Mathurins Saint-Jacques, chez FOMBERTAUX, rue de l'Arbre-Sec 26, et au bureau de rédaction rue M. le Prince, 28.

Paris, 21 Juin.

Les deux Républiques.

La France a deux principes qui s'entrechoquent dans ses entrailles comme Romulus et Remus dans le sein de leur mère.

Quoi ! la République compte à peine quelques mois d'existence, et déjà vous retournez contre le peuple les mêmes armes dont se servait la monarchie pour comprimer l'expression libre de la volonté nationale. Le vieux langage politique renaît de toutes pièces. On parle aujourd'hui des factions, des passions aveugles, des ennemis de l'ordre, comme au temps de Louis-Philippe. L'ancienne machine gouvernementale est encore tout entière debout, moins quelques hommes insignifiants ou trop compromis ; il y a mieux, cette machine refonctionne sous la main des anciens ouvriers de la monarchie et contre les enfants de la Révolution.

La réaction s'est avancée lentement et sourdement à son but. Étudions sa marche. Il lui fallait des complots pour lui donner un motif de sévir contre les républicains, elle en invente.

On se servit d'abord du communisme comme d'un fantôme ; mais derrière ce fantôme agité, c'est l'idée sociale que l'on voulait atteindre. Il ne s'agissait pas encore de tuer la République, il fallait d'abord étouffer la Révolution. On y a réussi, du moins jusqu'à nouvel ordre. L'effet calculé de cette entreprise bourgeoise a été immense. On s'est servi d'une terreur factice pour influencer le résultat des élections. Les provinces et Paris ont voté sous l'impression de la crainte. Oui, la peur, cette vieille conseillère de toutes les hontes et de toutes les résistances sous le dernier règne, est encore là qui montre aux bourgeois l'urne du scrutin. L'égoïsme achève l'ouvrage de la peur. La propriété, follement tremblante, se roidit contre le progrès, comme si le progrès pouvait être jamais une spoliation des intérêts et des droits !

On avait semé des alarmes, on recueillit du sang. Le défi jeté par la garde nationale de Paris à la population ouvrière retentit dans les villes de province. Réacteurs, vous n'aviez pu obtenir la guerre civile dans Paris ; soyez consolés, soyez satisfaits, elle éclate à Rouen.

La malheureuse journée du 15 mai donne ensuite à la bourgeoisie l'occasion qu'elle guettait depuis longtemps, non plus pour intriguer de patrouille en patrouille, mais pour anéantir le principe démocratique dans sa racine.

Il ne faut point déguiser les faits : deux classes sont en présence ; l'une veut absorber l'autre.

Il n'y a pas de victoire sans défaite. Quoique la garde nationale ait protégé de son indifférence l'attaque du peuple à la royauté, la classe moyenne a été dépassée par les événements. Elle voulait effrayer le trône ; elle ne voulait pas le renverser. La chute de la monarchie la fit un instant pâlir. Elle s'était telle ment greffée sur la dynastie constitutionnelle, que l'une tombant, la bourgeoisie se trouvait ébranlée. Ce qui la sauva, ce qui la couvrit contre le danger, ce fut la magnanimité des classes ouvrières.

Le peuple ne veut point absorber la classe moyenne ; c'est la classe moyenne qui veut absorber le peuple.

Plus de classes, s'écriait-on le lendemain du 24 février. De la part des uns, ce cri était sincère ; de la part des autres, c'était un piège affreux. Les détenteurs du privilège, qui demandaient alors la fusion, travaillaient sourdement à la détruire. Tout leur but était de gagner du temps. Ils savaient que du jour où leurs

intérêts viendraient à se rasseoir sur la confiance publique, ces intérêts sauvés du naufrage leur ramèneraient la puissance matérielle. Voilà toute l'histoire de la bourgeoisie depuis deux mois.

Le peuple, au contraire, a été bon, insouciant, généreux, comme il est toujours. Pourvu que son fusil veillât au chevet de son lit, il crut tous ses droits sauvegardés. C'était le sommeil du lion ; on essaya de lui rogner les ongles et de lui limer les dents. La bourgeoisie, qui était menacée, menace à son tour. Elle vient de préluder sous nos yeux à un système de guerre civile. Se croyant frappée dans son existence de caste par les conséquences de la Révolution de février, elle veut prévenir ce résultat en frappant les premiers coups. Libre à elle. Nous devons seulement lui dire par charité qu'elle s'égare dans son égoïsme.

L'alliance que lui proposait la classe laborieuse était sincère. Le travail tendait la main au capital ; c'est le capital qui a repoussé les avances du travail. Cette situation est dangereuse pour tous ; mais elle est mortelle pour la bourgeoisie. La classe moyenne a reculé à un demi-siècle le sol de la Révolution : qu'elle reste sur ce terrain, et elle s'ensevelira d'elle-même dans un passé détruit. La violence en arrière est stérile et impuissante ; il n'y a de force réelle que dans le progrès.

Si la bourgeoisie nourrit des projets de vengeance contre le peuple, nous sommes parfaitement rassurés sur le résultat de la lutte. La classe ouvrière attend ; elle ne criera point sur la place publique, elle n'agitera point de drapeau, elle ne fera pas un signe. Son droit lui suffit. Attaquée, elle se défendra comme un seul homme.

Le rôle de pacificateur est celui du journaliste démocrate, car aujourd'hui la presse est un sacerdoce. Mais s'il réserve sa colère, il n'abjure point le droit de dire toute sa pensée. Dans ce grand duel qui s'agit entre les citoyens, duel que nous aurions voulu et que nous voulons encore prévenir, nous avons depuis longtemps marqué la place de nos préférences. En résumé, nous sommes plutôt pour ce qui sera que pour ce qui est.

Ce qui est encore à cette heure, c'est la bourgeoisie ; ce qui sera, c'est le peuple.

Ce qui est, c'est la division ; ce qui sera, c'est l'unité.

Gardons-nous seulement de compromettre ce résultat par une précipitation malheureuse. A Rouen, à Paris, la contre-révolution a jeté son masque ; elle agace par ses défis et ses bravades la colère du peuple, ce lion généreux qui, après la victoire, se retire superbe et insouciant dans son antre. Dénoncer aux ouvriers leurs agresseurs, découvrir les pièges qu'on tend à leur bonne foi héroïque, c'est le devoir des écrivains démocrates, et nous n'y manquerons jamais. La classe bourgeoise cherche le combat, et elle ne le trouvera point. Nous exhortons les classes laborieuses à protester par leur silence contre les fureurs de la modération habillée en garde nationale.

La classe bourgeoise, au lieu de se fonder le lendemain de la victoire dans la classe ouvrière, cherche de nouveau l'isolement et la division ; elle périra par cet orgueil de caste, car aujourd'hui la solitude c'est la mort. Les armes qu'elle a dans les mains sont des armes de suicide. Malheur à elle si elle avait un instant l'idée de s'en servir.

De grâce, messieurs les bourgeois, soyez donc égoïstes avec intelligence. Comprenez que le moyen de ne point jeter dans la capitale des collisions sanglantes et prolongées qui retentiraient par toute la France, c'est de résigner volontairement vos privilèges. Si j'étais modéré, je me ferais dès aujourd'hui révolutionnaire pour sauver de mes fétiches ce qui peut encore être sauvé. Toute autre voie est non-seulement criminelle, mais insensée. Ce que vous cédez au mouvement, vous le retrouverez dans la société, c'est-à-dire dans le royaume de tous, et de plus vous le retrouverez accru de tous les intérêts du sacrifice.

Notre dernière Révolution a été surtout une révolution de sentiment. Ne lui enlevons pas ce caractère d'amour et de fraternité qui la fait si grande. Introduire la division par des tentatives rétrogrades, semer l'ivraie dans les cœurs qui ne demandent qu'à se rallier au nom de la république une et indivisible, ce serait le crime du délire ; les réacteurs qui agiraient ainsi se décapiteraient eux-mêmes en décapitant l'avenir.

Ne vous fiez pas aux apparences de votre force. Vous êtes armés, d'autres le sont. Qui se croyait plus appuyé sur les baïonnettes et les canons que le gouvernement de Louis-Philippe. Il avait une ceinture de forteresses, un palais gardé comme une place de guerre, une armée de soldats avoués et secrets ; il disposait d'un matériel immense ; la fortune publique était dans sa main ; il jetait au moindre signe les hommes et les chevaux sur le pavé de nos rues ; pendant dix-huit ans il n'avait eu qu'une idée fixe, celle de se défendre contre l'insurrection ; tout ce que peut le génie de l'égoïsme, de la conservation et de la ruse, il le pouvait. Hé bien ! le peuple n'a fait que passer, et en dix heures tout cela n'était plus.

Encore les Modérés et les Exaltés.

La Révolution de février a produit, entre autres choses étranges, un changement dans le vocabulaire de la langue, elle a fait connaître une acception nouvelle à deux mots dont le sens paraissait absolu et la définition invariable, nous parlons de la *modération* et de l'*exaltation*.

Un *modéré*, dans le sens attribué à ce mot, est un homme de paix et de conciliation qui ne prend des opinions extrêmes que la partie sage et raisonnable, qui aime l'ordre et le calme, ne maudit ni n'anathématise, et intervient entre tous comme un médiateur bienveillant.

L'*exalté*, au contraire, est un brouillon qui ne prend dans les théories que le côté extrême, ne vit que dans le trouble et le désordre, confond les notions les plus simples de la raison dans l'intérêt de la passion qui le domine et pousse jusqu'aux conséquences les plus absurdes les idées les plus sages et les principes les plus rationnels. Dans la pratique, il procède par violence et ne voit que dans la force brutale le moyen de trancher le nœud de toutes les difficultés.

Aujourd'hui ces deux mots ont perdu cette acception ; l'*exalté* est devenu, sous le nom de démocrate, l'homme de paix et de conciliation ; il poursuit avec une persévérance énergique, mais froide et digne, la réalisation d'une pensée qui doit faire cesser la guerre impie causée par les tendances individuelles. S'il est enthousiaste, c'est du bien ; il reconnaît à tous des droits et des devoirs égaux ; la plaie de la misère a fait saigner son cœur généreux et l'a porté à se dévouer pour le salut d'une noble et digne cause que tous les hommes bien pensants devraient tenir à honneur de défendre.

En février, les *exaltés* eurent en leur pouvoir la fortune et la vie des hommes qui avaient, pendant dix-huit années, vécu de la plus hideuse exploitation et mis l'État à deux doigts de la banqueroute, ils pouvaient réagir contre eux et leur faire expier leurs crimes par la mort ou l'exil, mais ils n'en firent rien. La pensée qui leur avait fait affronter la mort au pied des barricades était trop grande pour qu'ils voulussent souiller leur victoire, et ils crurent que ceux qu'ils épargnaient leur sauraient gré de leur clémence.

Une seule idée vint à leur esprit afin d'offrir à tous l'oubli du passé pour entrer dans la voie pacifique de la conciliation.

Deux mois plus tard ce furent les *exaltés* qui s'emparèrent de Limoges, et, maîtres de la ville, ils ne se portèrent envers aucun citoyen à la plus légère offense. Les riches, amis ou ennemis du peuple, jouirent de la même part de protection, et jamais le calme et l'ordre ne régnèrent avec plus de puissance qu'à Pé-

poque où ils étaient libres d'exercer les plus sanglantes représailles.

Les *modérés*, au contraire, à Rouen, rougirent les pavés du sang d'hommes sans défense, et jetèrent dans les cachots les *exaltés* qui prêchaient l'émancipation des travailleurs. A Paris, en avril et en mai, des cris de mort retentirent, les actes de la plus barbare licence vinrent épouvanter les esprits; il ne fut, pendant plusieurs jours, question que de coups de baïonnette, de fusillades, de mesures coercitives exercées contre ces mêmes hommes, et jamais la soif du sang ni l'ardeur du combat ne fut portée à un plus haut degré d'exaltation que chez les *modérés*, hommes d'ordre et de paix. Leur haine couve encore, et s'ils pouvaient en finir d'un seul coup avec cette *canaille* qui garda si religieusement la ville et la préserva du pillage, ils n'hésiteraient pas à le faire.

C'est tout au moins un spectacle étrange que celui offert par les deux partis, et nous ne pouvons interpréter autrement ce changement dans les rôles.

C'est que les *exaltés* sont les hommes de dévouement, les apôtres de l'avenir qui ont foi dans la sainteté de leur cause et croient à l'infailibilité du triomphe, tandis que les *modérés*, hommes d'égoïsme et d'exploitation, voient leur proie sur le point de leur échapper et croient, par la violence, ressaisir un pouvoir qui leur est enlevé.

Certes, le rôle du *persécuté* est mille fois préférable à celui du *persécuteur*, et si la République venait à tomber sous leurs coups, ils seraient bientôt embarassés de leur victoire.

Ce sera dans les bras de ces mêmes *exaltés* qu'ils chercheront un refuge quand la terreur et le découragement s'empareront de leur esprit; s'il s'agit de défendre le territoire menacé, ce seront ces *exaltés* qui voleront au secours de la patrie; s'ils font un grand acte de courage et de dévouement, ce seront encore ces *exaltés* qui en donneront l'exemple. Car en eux est la foi, en eux est l'énergie, et quand le jour qui doit éclairer leur victoire aura paru, ils seront encore les premiers à pardonner.

C. G.

Scandales administratifs.

Les services publics sont désorganisés. L'anarchie est partout. On n'a jamais vu pareille décomposition sociale. Tous les établissements nationaux sont aujourd'hui le théâtre des plus graves désordres. Il y a lutte entre les éléments de la Révolution et les éléments de la monarchie. Partout ce sont les fonctionnaires de Louis-Philippe qui l'emportent, c'est-à-dire, le pillage, l'ineptie, la confusion, la paresse, l'insolence envers les petits et la souplesse vile à l'égard des puissants du jour. La maison ci-devant royale de Charenton est en proie à cette guerre intestine. Tout ce qui dans l'établissement avait une valeur scientifique ou administrative, tout ce qui tenait par un lien quelconque aux idées démocratiques, a été destitué depuis la Révolution du 24 février. L'esprit de corporation religieuse, la routine, la résistance au progrès sous toutes les formes, voilà ce qui demeure, voilà ce qui triomphe. Ce résultat est, en partie, l'ouvrage d'un homme que l'autorité a envoyé sur les lieux à titre de commissaire, le baron Watteville. Tout est médiocre chez cet homme, excepté le traitement qu'il perçoit par année et la haine qu'il porte au fond du cœur aux principes austères de notre religion politique. Sans dignité, même extérieure, il a rampé sous le régime de Louis-Philippe; il rampe maintenant sous la République anti-démocratique et anti-sociale; il ramperait demain sous Henri V ou sous les kosaks. Ce pauvre établissement de Charenton paye, en attendant, les frais de la guerre. On lui a imposé durant quelques jours, les charges d'une garnison militaire pour défendre les abus de l'administration ancienne contre les habitants de Charenton, qui, mus par un sentiment de justice, peut-être inconsidéré, voulaient jeter à la porte le directeur et les religieuses.

De chute en chute.

Le sacrifice des membres actuels de la commission exécutive est arrêté par l'Assemblée nationale. Des démarches ont été faites près des ouvriers à l'effet de sonder leurs dispositions. On voulait les engager à une manifestation pour le maintien de Lamartine et de Ledru-Rollin à la tête du gouvernement de la République. Les ouvriers ont répondu nettement qu'ils ne soutiendraient ni l'un ni l'autre de ces deux hommes. Si Lamartine et Ledru-Rollin n'ont pas fait tout le mal dont souffre aujourd'hui la démocratie, ce mal ils ne l'ont du moins pas empêché. Cela suffit pour qu'on les abandonne à leur chute. Ineptes, lâches ou traîtres, peu importe: ils ont perdu la plus belle

cause qui ait jamais été remise entre les mains des serviteurs de la Providence. Ils ont forfait à la circonstance, forfait à l'humanité. L'un d'eux, M. de Lamartine se vantait l'autre jour à la tribune d'avoir joué au plus fin avec la démocratie, comme le paratonnerre joue avec la foudre. Le peuple n'estime nullement ces ruses dont le fil aboutit aux fossés de Vincennes. Il préfère encore l'imprudence orageuse à la captation perfide et habile. Au reste, M. de Lamartine n'a rien soustrait, quoiqu'il en dise, aux forces du parti démocratique. Les avances qu'il a pu faire aux Républicains de la veille ont été mal reçues; le secours qu'il demande maintenant lui sera refusé.

On nous menace, il est vrai, d'hommes encore plus décidément vendus à la réaction que de Lamartine et Ledru-Rollin; on nous menace de la combinaison Thiers et Armand Marrast; eh bien! soit; nous aimons mieux avoir affaire à des ennemis latents et douteux. Qu'on nous attaque en face, nous répondrons de même. Il faut que la commission exécutive tombe; ce sera une expiation morale de ses faiblesses, de ses oscillations perpétuelles, de ses roueries innocentes et malheureuses. La réaction en est arrivée d'ostracisme en ostracisme, jusqu'à dévorer, comme Saturne, ses propres enfants.

Le peuple a d'autres amis que Lamartine et Ledru-Rollin: ces amis-là ont pris dernièrement le chemin de Vincennes, et le peuple morne, frémissant, s'est contenu dans sa douleur. De quelle gaieté de cœur irait-il maintenant faire une manifestation en faveur de deux membres du pouvoir exécutif? Ces hommes-là ne lui font rien; ils n'ont jamais souffert pour lui; leur passage aux affaires n'a marqué hélas! que par l'insignifiance des mesures révolutionnaires, par l'emprisonnement des républicains, par la loi contre les attroupements, par le massacre du peuple rouennais, par des projets sinistres contre la presse, en un mot, par une conspiration ouverte contre la victoire du peuple.

Les bruits les plus étranges courent sur les motifs de cette alliance entre Lamartine et Ledru-Rollin. Si nous en croyons de mauvaises langues qui se prétendent bien informées, ce pacte diabolique aurait pour lien secret et mystérieux, une pièce écrite, trouvée par Ledru-Rollin au ministère de l'Intérieur... Nous ne nous expliquerons pas davantage.

La littérature royaliste.

La mauvaise foi nous prête des projets qui sont loin de notre pensée. La calomnie fait tous ses efforts pour soulever contre nous des hommes généreux et ignorants. On nous représente comme des fauteurs de désordre. Des écrivains renommés n'ont point rougi de propager les bruits les plus sinistres. Nos doctrines, à entendre les amis de la royauté déchu, conduisent à l'anarchie. Ils nous supposent même le projet de relever les échafauds politiques et de légiférer le vol.

Le mépris seul doit répondre à des imputations aussi horribles. Nous sommes honteux pour la gloire des lettres, qu'il se soit trouvé deux hommes de talent qui n'aient point répugné d'en appeler à la peur pour s'en servir de piedestal.

La mauvaise foi a reçu en partie la récompense qu'elle était digne d'obtenir. L'urne électorale a fait justice à l'un des calomnieurs, et nous espérons qu'elle restera désormais fermée au marquis de la Pailleterie.

Jamais des doctrines de désordre ne seront proclamées par nous. Jamais aucun cri de vengeance ne retentira. Nous voulons relire les hommes; nous voulons abaisser les barrières qui ont séparé les classes. Nous préparons l'avènement d'une loi d'amour. Nous désirons la solidarité entre les hommes.

Dans la société actuelle, il y a encore des déshérités, des prolétaires. Eh bien! nous élevons la voix en faveur des pauvres. Nous ne sommes point du parti des égoïstes qui perpétuent la guerre dans la société. Nous voulons l'ordre sans l'exploitation. Quand nos doctrines régneront, la fraternité ne sera plus un vain mot. Les hommes entre les mains desquels on aura déposé l'autorité gouvernementale, ne seront point dans la triste nécessité de s'appuyer à Paris sur cent mille baïonnettes. Le bonheur général sera la barrière la plus puissante pour nous garantir contre les complots.

La France compte, parmi trente-cinq millions d'âmes, un million environ de citoyens intéressés à conserver le vieil édifice social tout vermoulu. Les vœux de quelques privilégiés ne prévaudront point contre la puissance des masses. Il n'est au pouvoir de personne d'arrêter la révolution, et de lui dire comme Dieu dit à la mer: « Tu n'iras pas plus loin, tes flots s'arrêteront au rivage que je t'ai assigné. » Il y a dans la révolution une puissance qu'on peut diriger, mais

non vaincre. La révolution est un acte providentiel; elle ne s'arrêtera que quand elle sera terminée, et qu'on aura déposé dans nos institutions les principes qui sont dans nos esprits, nos mœurs.

Il y a une telle puissance dans les principes révolutionnaires, que leurs ennemis eux-mêmes en réclameront l'application avant peu, pour les sauver de l'abîme qui est prêt à les engloutir.

Voyez les résultats des vieilles panacées. Partout la misère, partout la banqueroute, partout le désespoir. La situation actuelle est tellement grave, que tous les économistes financiers des vieilles écoles ne savent que prévoir des catastrophes sans remèdes, sans palliatifs.

Que vous proposent-ils?... Des impôts énormes sur des citoyens qui déjà ne peuvent vivre. Quand ils voient le refus de l'impôt, dans leur aveuglement ils vous proposent de rétablir la monarchie, qui dans son impuissance, sa corruption, nous a légué les maux actuels.

Eh bien! quand tous les ennemis du progrès auront encore fait un essai de leurs désastreuses doctrines, quand leur vieil empirisme sera venu mourir de honte et de consommation devant les réalités qui nous étreignent, — alors le socialisme sera appelé à sauver la société française. Une ère nouvelle commencera. A dater seulement de cette époque, l'humanité n'errera plus à l'aventure, sans boussole et sans direction.

Nous n'aurons point besoin de recourir à la violence. Nous n'oublierons point que de la violence il ne peut sortir quelque bien. Le triomphe du socialisme approche irrésistiblement. Le moyen de retarder son avènement, ce serait de pousser à des excès qui déshonoreraient la cause du progrès.

Nous n'imiterons point les Bourbons aînés et cadets qui ont donné un libre cours à la vengeance, car nous sommes persuadés que le sang innocent qu'ils ont répandu si abondamment a appelé sur leur tête la justice de Dieu et le mépris des hommes. Qu'on se souvienne du Thophénie et du Trestailon qui ont épouvané Nîmes; de Marseille qui a épargné les soldats de la vieille garde, du maréchal Brune, lâchement assassiné à Avignon, du département du Rhône où l'on promenait le fatal instrument du supplice. Le sang du frère Faucher, Mouton-Duvernet, Chartran, Bories, les sergents de la Rochelle a crié longtemps vengeance. Les scènes atroces de Grenoble, de Toulouse, de Paris sont encore dans toutes les mémoires. Nous nous garderons donc bien d'imiter nos accusateurs, persuadés que nous sommes que la violence a hâté leur chute.

Nous repoussons donc avec indignation les accusations qu'on dirige contre les hommes qui professent nos doctrines lesquelles, convenait à l'union et non à l'échafaud. Nous n'ignorons point que tous les pouvoirs se sont suicidés en se rendant coupables de violation grave des lois morales. Nous ne serons jamais oublieux des droits sacrés de l'humanité; convaincus que nous sommes que la noble terre de France repoussera toujours tout ce qui est injuste et pervers.

La République rouge s'appuyera sur la justice; la mansuétude, — elle ne proscriera personne.

Il nous est pénible de réveiller le souvenir de faits que l'histoire a flétris. Mais calmes, généreux depuis le 24 février, nous avons ressenti une vive douleur en nous voyant accusés par ceux qui ont tué, sans motif et pour délits politiques pendant que nous avons renversé l'échafaud que nos ennemis ont dressé tant de fois dans l'intérêt de leur cause.

Arrivez donc monarchistes prétendants et tous vos suppôts. Nous savons ce que coûte d'ignominie et d'argent les restaurations. Vos calomnies ne prévaudront point contre l'histoire qui se dresse contre vous pour vous accuser et vous flétrir. THOMASSIN D. M.

Le Club du Peuple.

Le Club du Peuple a tenu sa première séance samedi soir, au milieu d'une affluence considérable de citoyens.

Voici la composition du bureau: Président, Alphonse Esquiros; vice-présidents, Desflotte et Pierre Lachambaudie; secrétaires, Feuillat, Béraud, Leroué, Fombertaux fils; membres du bureau, Toupié, Marche, Guitera, Morel, Desjobert, Javelot, Pétreman, Lefèvre, Thomassin.

Les membres du bureau sont en même temps collaborateurs de l'*Accusateur public*, qui sera le journal de tous les sociétaires du club.

Le temps et les éléments nous manquent pour analyser cette séance qui a eu de l'éclat.

Le Club du Peuple se rassemble trois fois la semaine, les mardi, jeudi et samedi, à 8 heures du soir, salle des Spectacles-Concerts.

Le gérant; FEUILLATRE.

Paris. — Imp. de Lacour, rue Saint-Hyacinthe-St-Michel, 33.